

Questions orales

Que le ministre de l'Industrie et du Commerce soit prié d'informer immédiatement la Chambre des progrès accomplis et des projets d'avenir concernant l'uniformisation de l'industrie aérospatiale canadienne, et d'expliquer comment Douglas Aircraft of Canada s'insère dans cette uniformisation. On ne saurait trop insister sur l'urgence de cette question si l'on ne veut pas perdre encore une fois des spécialistes et du personnel technique comme ce fut le cas lors de la fin brutale du programme Avro Arrow.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'article 43 du Règlement exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DEMANDE DE BOIS DE CONSTRUCTION ET DE TÔLE GALVANISÉE POUR SECOURIR LES SINISTRÉS DU SÉISME AU GUATEMALA—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Andrew Hogan (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'interviens aux termes de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente. Le directeur de l'institut des sciences forestières du Guatemala a demandé au Canada d'expédier à son pays du bois de construction et de la tôle galvanisée pour construire au moins 20,000 abris à l'intention des victimes du séisme, avant que la saison des pluies ne commence en mai. Je propose, appuyé par le député des Territoires du Nord-Ouest (M. Firth):

Que le Canada réponde immédiatement à cet appel.

M. l'Orateur: A l'ordre. Conformément à l'article 43 du Règlement, une motion ne peut être présentée sans le consentement de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA DÉCISION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances qui, vendredi dernier, a déclaré que la question du prélèvement à l'exportation serait étudiée au cabinet cette semaine. Lorsque le ministre a fait cette déclaration, il savait sans doute que la moitié de ses collègues seraient en Colombie-Britannique cette semaine. Avant de poser des questions sur la méthode employée par le gouvernement pour prendre ses décisions, puis-je demander au ministre si le gouvernement a décidé de reconsidérer le prélèvement à l'exportation? Si oui, qu'a-t-il décidé?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Aucune décision n'a encore été prise, monsieur l'Orateur.

M. Stanfield: Eh bien, monsieur l'Orateur, je ne sais pas s'il sert à quelque chose de demander au ministre des

[M. Saltsman.]

Finances quand cette décision sera prise, puisqu'il s'est montré tout à fait incapable de faire des prédictions la semaine dernière, mais voudrait-il nous dire quand cette décision très importante sera prise et annoncée à la Chambre.

M. Macdonald (Rosedale): Le cabinet va étudier la question. Son étude est nécessaire. Je ne peux prédire exactement quand le cabinet prendra une décision.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA QUESTION DE L'ADHÉSION DES PROVINCES À L'APPLICATION DU PROGRAMME

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je verrai si le ministre sait...

M. Baldwin: Quoi que ce soit.

M. Stanfield: ... quoi que ce soit à ce sujet. Peut-il nous dire si d'autres provinces ont signé ou se sont engagées formellement à signer un accord sur le programme anti-inflation, puisque il y a environ deux semaines le ministre a dit que seuls quelques problèmes spéciaux d'une importance secondaire empêchaient cette ratification et puisqu'il y a maintenant environ quatre mois que le premier ministre a invité les provinces à se joindre à cette merveilleuse croisade du gouvernement fédéral.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, aucune nouvelle signature n'a été apposée. Nous avons des raisons de penser que plusieurs provinces signeront l'accord la semaine prochaine. Nous serions évidemment très heureux que les provinces résolvent leurs difficultés internes à cet égard pour pouvoir participer au programme le plus tôt possible. Mais je répète encore une fois que nous recherchons l'appui des provinces pour l'application de ce programme mais nous reconnaissons que l'imposition de pareilles restrictions aux employés de leur secteur public entraîne pour elles des difficultés. Nous discutons donc des problèmes particuliers à chacune avant d'obtenir leur signature.

M. Stanfield: J'ai une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre espère-t-il obtenir l'appui des dix provinces avant l'expiration de la période de trois ans?

M. Macdonald (Rosedale): J'apprécie l'appui du député pour la période de trois ans. Il a tout simplement changé de position encore une fois.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—DEMANDE D'EXPOSÉ DES NÉGOCIATIONS ET DES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur j'ai une question pour le ministre des Finances. Elle a trait au programme auquel le chef de l'opposition a fait allusion dans sa question. Hier, le ministre a déclaré ne pas avoir l'intention de faire rapport régulièrement à la Chambre sur les résultats du programme mais, comme l'a signalé le chef de l'opposition, le programme est en place depuis déjà quatre mois. Le ministre n'accepterait-il pas de donner à la Chambre, la semaine prochaine, un rapport détaillé sur les entretiens avec les provinces et les activités et initiatives de la Commission de lutte contre l'inflation en matière de prix, surtout vu la hausse du coût de la vie annoncée hier?